



PRÉFET DES ALPES-MARITIMES

Direction départementale de la protection
des populations des Alpes-Maritimes
service environnement

Installations classées pour la protection de l'environnement

Société LA MESTA CHIMIE FINE à Gilette

Arrêté de mise en demeure

Le Préfet des Alpes-Maritimes
Chevalier de la Légion d'honneur
Chevalier de l'Ordre national du Mérite

- VU** le code de l'environnement, livre V, titre I, notamment les articles L.514-1 et R.512-9;
- VU** la nomenclature des installations classées en annexe à l'article R.511-9 du code de l'environnement ;
- VU** l'arrêté ministériel du 10 mai 2000 modifié par arrêté du 29 septembre 2005, relatif à la prévention des accidents majeurs impliquant des substances ou des préparations dangereuses dans certaines catégories d'installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) soumises à autorisation ;
- VU** l'arrêté préfectoral n°12829 du 23 décembre 2005 modifié par l'arrêté n°12904 du 29 juin 2006, autorisant la société La Mesta Chimie Fine à exploiter une unité de fabrication de produits chimiques de synthèse destinés notamment à l'industrie pharmaceutique, au 1336 route de l'Estéron à Gilette;
- VU** le rapport de l'Inspection des Installations Classées en date du 6 février 2012 ;
- CONSIDERANT** que la société La Mesta Chimie Fine exploite sur son site de Gilette des activités relevant notamment des rubriques 1131(*emploi ou stockage de substances et préparations toxiques*), 1150(*Substances et mélanges particuliers*) et 1431(*fabrication de liquides inflammables*) de la nomenclature des ICPE ;
- CONSIDERANT** que cet établissement dont les installations sont visées par la liste définie à l'annexe 1 de l'arrêté ministériel du 10 mai 2000 modifié par l'arrêté du 29 septembre 2005 susvisés est classé « SEVESO seuil bas » ;
- CONSIDERANT** qu'à ce titre l'exploitant était tenu de produire une étude de dangers au plus tard le 7 octobre 2010 ;

CONSIDERANT qu'à ce jour la société La Mesta Chimie Fine n'a pas satisfait aux dispositions réglementaires susvisées ;

SUR la proposition du Secrétaire Général de la préfecture des Alpes-Maritimes,

ARRETE

ARTICLE 1 : La société LA MESTA CHIMIE FINE, dont le siège social est situé 1336, route de l'Estéron à Gilette, est mise en demeure de produire, pour son établissement situé à la même adresse, dans un délai de **5 mois** à réception du présent arrêté, **une étude de dangers** conforme aux dispositions de l'article 4.1 à 4.4 de l'arrêté ministériel du 10 mai 2000 modifié.

ARTICLE 2 :

Faute pour l'exploitant de se conformer aux dispositions susvisées dans les délais impartis, il sera fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions administratives prévues à l'article L.514-1 du code de l'environnement.

ARTICLE 3 : Délai et voie de recours

Cet arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal administratif de Nice par l'exploitant dans un délai de deux mois à compter de la notification du présent arrêté.

ARTICLE 4 :

Le Secrétaire Général de la préfecture des Alpes-Maritimes est chargé de l'exécution du présent arrêté dont copie sera adressée :

- à la société LA MESTA CHIMIE FINE,
- au maire de Gilette,
- au chef de l'unité territoriale des Alpes-Maritimes de la DREAL, inspecteur des installations classées.

Fait à Nice, le 28 FEV. 2012

Pour le Préfet,
Le Secrétaire Général
CAB-A 3157



Gérard GAVORY